



Nous avons lu

Souhaitons-nous vraiment le développement durable ?

Tout le monde est d'accord sur le constat : notre planète est menacée par un certain nombre de catastrophes humaines et écologiques liées au réchauffement climatique, à un épuisement des ressources, à l'inégal accès à l'eau, aux inégalités de répartition des richesses – liées finalement à un modèle de développement reposant sur toujours plus de croissance économique.

Certaines de ces catastrophes sont déjà là, visibles tous les jours : épuisement des sols, raréfaction des ressources en eau potable, pollutions, espérance de vie qui recule dans certains pays d'Afrique... Il est possible de prévoir ces catastrophes, de les étudier, mais paradoxalement, comme le souligne Patrick Viveret (conseiller référendaire à la Cour des comptes et auteur du rapport *Nouveaux facteurs de richesse* remis le 2 mars 2002 à Guy Hascouet, secrétaire d'Etat à l'économie solidaire), nous n'y croyons pas ! Tout comme nous avons quelques difficultés à intégrer que si notre planète est en danger, elle est menacée par l'humanité elle-même... Cette fois-ci, la menace ne vient pas d'un ennemi extérieur, d'où peut-être cette tendance à retarder le moment de prendre les véritables décisions, notamment d'un point de vue politique, pour faire évoluer cette situation.

Au demeurant, si tout le monde est d'accord sur le constat, on est encore loin de s'accorder sur la méthode

à mettre en œuvre. Faut-il faire confiance au génie humain pour inventer des processus, des mécanismes technologiques toujours plus performants (notamment en vue du respect de l'environnement) ? Ou bien faut-il, avant tout, s'attacher à faire évoluer les réflexes sociaux et culturels de chacun, afin de construire des référents de société différents de ceux d'aujourd'hui ? Il y a deux postures opposées, entre lesquelles s'intercalent toute une série de positionnements intermédiaires et complémentaires.

Il n'en reste pas moins que le développement durable connaît aujourd'hui un début de réalité, une ébauche de concrétisation, grâce à une multitude d'actions émergeant d'acteurs de terrain. Or, à un niveau plus global (que ce soit au niveau de la France toute entière, de l'Europe ou de la planète), les choix politiques réalisés et mis en œuvre sont loin d'être en harmonie avec cette perspective de développement durable (pourtant affichée dans de nombreux discours). C'est la raison pour laquelle on ajoute à présent une nouvelle dimension aux quatre déjà identifiées du développement durable (l'économie, le social, l'environnement et le culturel) : il s'agit de celle du politique et de la gouvernance.

d'après Patricia Chollet, chargée de mission à Culture et Promotion, *De retour des assises...* [Assises du développement durable qui ont eu lieu à Lille fin juin 2003].

La pensée hebdomadaire

Anticiper signifie mettre un terme aux politiques du « tout... (camion, nucléaire, incinération...) » qui, pour satisfaire leurs groupes de pression respectifs, nient la gravité de leurs conséquences et refusent précisément d'anticiper les risques au motif qu'ils n'existent pas, ou plutôt qu'ils ne sont pas scientifiquement et définitivement avérés.

(Corinne Lepage, « Écologie : la révolution ou la mort », *Le Monde* du 15 août 2003)



En bref...

Soins palliatifs en Pays de la Loire et en Mayenne

Une Journée régionale des soins palliatifs et de l'accompagnement des personnes en fin de vie s'est tenue le 28 mars 2003 à Château-Gontier. Trois cents participants avaient répondu à l'invitation de l'Agence régionale de l'hospitalisation des Pays de la Loire (ARH) pour dégager un premier bilan du volet « soins palliatifs » du Schéma régional d'organisation sanitaire (SROS). Témoignages de familles, débat, présentation d'expériences de terrain et perspectives avaient ponctué cette journée riche en réflexions.

Les actes de cette journée peuvent être téléchargés sur le site de la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales des Pays de la Loire : « http://pays-de-la-loire.sante.gouv.fr/accueil/acbrvtx_000.html ».

On y découvre notamment une présentation de la mise en place du réseau inter-hospitalier de soins palliatifs en Mayenne et d'une coordination départementale, ainsi que de l'élaboration d'une charte commune.



Vie associative

Un ami nous a piégés...

Suite à l'article « 40 pages d'informations sur chacun d'entre nous » (*CEAS-point-com* n° 44 du 5 septembre 2003), un ami nous a signalé le site du Département d'Etat américain (<http://usinfo.state.gov/francais/>). Bien sûr, notre curiosité est aiguisée et nous allons surfer sur le site... Aïe ! c'est un piège et nous fonçons dedans la tête baissée... Nous voilà repérés... Aux États-Unis, on sait que le CEAS s'intéresse au site du Département d'Etat et sans doute très précisément quelles pages il a ouvertes... Par exemple : « Terrorisme »... Sûrement suspect outre-Atlantique...

Recherche pouces...

La Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA) a lancé une « pétition » originale pour défendre la vie associative : la « carte à pouces » (cf. *Lettre du CEAS* n° 182 de septembre 2003, page 1). On la signe avec son empreinte digitale. À ce jour, la

« carte à pouces » du CEAS compte quatorze signatures. Tous ceux qui se sentent proches du CEAS sont invités à passer pour signer la carte : une occasion, pour ceux qui ne connaissent pas les locaux, de venir les découvrir. Bon accueil assuré !



Nous avons reçu

Institut national de la statistique et des études économiques des Pays de la Loire (INSEE), *Etudes*, « À la recherche d'une offre et d'une demande locales de services », n° 17, juin 2003 (4 p.).

Pour connaître le recours en services, la pratique de sous-traitance lorsque le recours est effectif, ainsi que les perspectives de développement des activités de service, le Conseil régional, la Chambre régionale de commerce et d'industrie (CRCI) et l'Etat (DRIRE, INSEE) ont interrogé, en 2002, 3 500 établissements ligériens de dix salariés ou plus dans l'industrie, la construction, les transports et les services. L'étude a porté sur vingt-deux services regroupés en quatre grandes catégories : les services élaborés, les services d'assistance à la production, les services d'organisation administrative et les services opérationnels de proximité.

Selon cette étude qui permet un éclairage départemental, le Maine-et-Loire et la Mayenne occupent une position médiane dans les Pays de la Loire avec une palette d'offre de services moins riche qu'en Loire-Atlantique, mais mieux dotée qu'en Vendée et en Sarthe.

En Mayenne, parmi les entreprises ayant répondu à l'enquête, 58 % sous-traitent la recherche de l'information et la veille technologique et s'adressent à un fournisseur situé en dehors de la région. Les taux sont de 69 % pour la recherche-développement, 63 % pour l'informatique industrielle et 57 % pour l'informatique de gestion.

Direction régionale des affaires sanitaires et sociales des Pays de la Loire (DRASS), *Écho des stat. Pays de la Loire*. « La santé des enfants de 6 ans à travers les bilans de santé scolaire », n° 14, avril 2003 (4 p.).

Le bilan de santé scolaire à six ans permet d'estimer qu'environ un enfant sur cinq a un problème de vision, et que l'asthme touche entre 8 et 13 % des enfants. Les troubles du langage sont moins marqués en Pays de la Loire qu'au niveau national. À la fin de la maternelle, 9 % des enfants ligériens présentent une surcharge pondérale modérée et 2 % peuvent être considérés comme obèses. Cependant, cette proportion d'enfants en surpoids (11 %) est la plus faible parmi les régions métropolitaines. [Enquête réalisée au premier semestre 2000 auprès de 1 414 élèves de grande section de maternelle répartis dans 95 écoles – pas de données départementales].